

1615 06/17  
64215 EURCOM UW  
21877 COMEU B

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - S.G.  
A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON  
REF: 22:13 17-06-83 000021817 - 000024280

DUPLICATA POSSIBLE

REF N 105229-SG/BERL 11/50

432

H.D.	
D.H.D.	
INFO.	
TRADE	
AGRI.	to all
LEGAL	
ECON & DEV.	
SCI & ENE.	
SUP. AG.	
ADM.	
REF.	

TELEX HEBDOMADAIRE NR 130 DU 17.06.83 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

## 1. INTRODUCTION

-----

### 1.1. CONSEIL EUROPEEN

-----

LA COMMISSION A CONSACRE LA PLUS GRANDE PARTIE DE SES TRAVAUX A LA PREPARATION DU CONSEIL DE STUTTGART. LE PRESIDENT THORN A RENDU COMPTE DE LA REUNION DU CONSEIL DE LUNDI DERNIER AU COURS DUQUEL LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES ONT PASSE EN REVUE L'ENSEMBLE DES QUESTIONS A DEBATTRE PAR LES CHEFS DE GOUVERNEMENT.

IL EST INDISPENSABLE POUR LA COMMISSION QUE LES CHEFS DE GOUVERNEMENT ARRESENT DES ORIENTATIONS POLITIQUES PRECISES SUR LES PRINCIPALES QUESTIONS QUI CONDITIONNENT L'AVENIR DE LA COMMUNAUTE : LES NOUVELLES RESSOURCES PROPRES, L'AMENAGEMENT DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE POUR ASSURER LA MAITRISE DES DEPENSES AGRICOLES, LE LANCEMENT DE NOUVELLES ACTIONS COMMUNAUTAIRES, NOTAMMENT EN MATIERE D'ENERGIE ET DE HAUTE TECHNOLOGIE, ET LA CORRECTION DES DESEQUILIBRES BUDGETAIRES.

SUR L'ENSEMBLE DE CES PROBLEMES, DES PROPOSITIONS CONCRETES DE LA COMMISSION SONT SUR LA TABLE. EN PARTICULIER, LA COMMISSION A APPROUVE A LA FIN DE LA SEMAINE DERNIERE UNE NOTE AU CONSEIL EUROPEEN SUR LES NOUVELLES ORIENTATIONS DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE. LES CHEFS DE GOUVERNEMENT SERONT DONC A MEME D'AVOIR UNE VUE D'ENSEMBLE DES PROBLEMES ET DE PRENDRE LES PREMIERES DECISIONS POLITIQUES QUI ENGAGERONT DES TRAVAUX COMMUNAUTAIRES EXTREMEMENT INTENSES, DANS LA PERSPECTIVE DU CONSEIL EUROPEEN D'ATHENES AU DEBUT DECEMBRE.

DE SON COTE, LE PARLEMENT AVAIT ADOPTE LA SEMAINE DERNIERE DES RESOLUTIONS DEMANDANT DES MESURES CONCRETES POUR LA REALISATION DE L'UNION POLITIQUE, UNE CONCLUSION RAPIDE DES NEGOCIATIONS D'ADHESION AVEC L'ESPAGNE ET LE PORTUGAL, UN CALENDRIER PREVOYANT POUR JUIN 1984 UNE NOUVELLE SERIE DE DECISIONS DANS LE SECTEUR DU MARCHÉ INTERIEUR.

### 1.2. CONSEIL 'AFFAIRES GENERALES' (21/22 JUIN)

-----

LE CONSEIL DEVRAIT TRAITER PRINCIPALEMENT, OUTRE DES SUITES DU CONSEIL EUROPEEN DE STUTTGART :

- DES TRAVAUX DE LA CNUCED
- DES OBJECTIFS FONDAMENTAUX DE LA COOPERATION FUTURE AVEC LES PAYS ACP
- DES NOUVEAUX PROTOCOLES FINANCIERS AVEC CHYPRE ET MALTE

2 -DE LA REVISION DU FONDS REGIONAL ET, SI AUCUN ACCORD N'INTERVIENT ENTRETEMPS AL REPER, DE LA MISE EN OEURE POUR 1983 DU REGLEMENT RELATIF A L'AIDE ALIMENTAIRE. AU TITRE DE L'ELARGISSEMENT, UNE CONFERENCE AU NIVEAU MINISTERIEL SE TIENDRA AVEC L'ESPAGNE ET LE CONSEIL DISCUTERA DES PRETS A CONSENTIR POUR UNE ANNEE A L'ESPAGNE ET AU PORTUGAL.

ENFIN, EST PREVUE UNE CONCERTATION AVEC LE PARLEMENT SUR LES PROJETS DE DEMONSTRATION EN MATIERE D'ENERGIE.

DES SESSIONS DES CONSEILS 'PECHE', 'MARCHÉ INTERIEUR' ET 'ACIER' SE TIENDRONT LES 20 OU 21 JUIN DONT NOUS RENDRONS COMPTE LA SEMAINE PROCHAINE EN MEME TEMPS QUE DES RESULTATS RELATIVEMENT SATISFAISANTS DU CONSEIL 'ENVIRONNEMENT' QUI S'EST TERMINE TARD CETTE NUIT.

## 2. AFFAIRES INTERIEURES

### 2.1. CONSEIL 'ECO/FIN' (13.6)

LE CONSEIL A ADOPTE LA DECISION AUTORISANT UNE PREMIERE TRANCHE D'EMPRUNTS DE 1,5 MILLIARD D'ECUS DU NIC III. LE PRODUIT DE CES EMPRUNTS SERA AFFECTE A DES PROJETS D'INVESTISSEMENT DANS LES DOMAINES PRIORITAIRES DE L'ENERGIE ET DES INFRASTRUCTURES ET A CEUX DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES DANS L'INDUSTRIE ET LES AUTRES SECTEURS PRODUCTIFS.

LE CONSEIL A APPROUVE LA DIRECTIVE RELATIVE A LA SURVEILLANCE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT SUR UNE BASE CONSOLIDEE. CELLE-CI SERA EXERCEE EN PRINCIPE PAR L'AUTORITE COMPETENTE POUR L'ETABLISSEMENT MERE SANS PORTER ATTEINTE A LA SURVEILLANCE DES ETABLISSEMENTS FILIALES PAR LES AUTORITES COMPETENTES DE L'ETAT MEMBRE D'ACCUEIL. LA DIRECTIVE ORGANISE LA COOPERATION ENTRE LES DEUX AUTORITES.

LE PROCHAIN CONSEIL AURA LIEU LE 11 JUILLET.

### 2.2. CONSEIL 'DEVELOPPEMENT' (14.6)

#### A) STRATEGIES ALIMENTAIRES

M. PISANI A FAIT LE POINT SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX AU MALI, AU KENYA, AU RWANDA ET EN ZAMBIE DANS LE CADRE DE LA NOUVELLE APPROCHE. DU FAIT DE LA VARIETE DES SITUATIONS RENCONTREES, DE L'ACCUEIL RETICENT DE LA ZAMBIE ET DE L'ATTITUDE CRITIQUE DE LA FAO, LA PLUPART DES DELEGATIONS ONT ESTIME QUE CETTE OPERATION DEVRAIT PRENDRE DU TEMPS POUR REUSSIR SUR LE PLAN POLITIQUE ET DANS SES REALISATIONS CONCRETES. LA COMMISSION A ETE CHARGEE DE POURSUIVRE LES EXPERIENCES DEJA EN COURS ET DE PRESENTER UN RAPPORT POUR LA PROCHAINE SESSION.

#### B) PROGRAMME SPECIAL CONTRE LA FAIM DANS LE MONDE

AU TERME D'UNE LONGUE DISCUSSION, LE CONSEIL N'EST PAS PARVENU A UN CONSENSUS DEFINITIF SUR CE PROGRAMME (UN CREDIT DE 50 MIO ECUS EST INSCRIT AU BUDGET 83). UN COMPROMIS EST RECHERCHE EN LAISSANT OUVERTE LA QUESTION DE LA POURSUITE DU PROGRAMME AU DELA DE 1984, ETANT ENTENDU QUE L'ACTION DEMARRERAIT TANT EN FAVEUR DE CERTAINS PAYS ACP (NOTAMMENT CEUX A STRATEGIE ALIMENTAIRE) QUE DE CERTAINS PVDNA (BANGLADESH ET INDE).

#### C) PROBLEMES FINANCIERS DES PAYS LES PLUS PAUVRES

LE CONSEIL A SOULIGNE L'IMPORTANCE QU'IL ATTACHE A CE PROBLEME, PARTICULIEREMENT DANS LE CADRE DE LA CNUCED OU LA COORDINATION SUR PLACE DEVRA S'EFFORCER DE PARVENIR A UNE POSITION COMMUNE. IL A PRIS ACTE A CET EGARD D'UN MEMORANDUM DU GOUVERNEMENT NEERLANDAIS SUR LA POLITIQUE A SUIVRE EN LA MATIERE ET NOTAMMENT CERTAINES MESURES IMMEDIATES QUI POURRAIENT ETRE ENVISAGEES POUR ALLEGER LES PROBLEMES DE CES PAYS.

#### D) AIDE ALIMENTAIRE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT

LA PRESIDENCE A CONSTATE LA POSSIBILITE DE TIRER DE PREMIERES ORIENTATIONS DU CONSEIL QUI PORTENT SUR L'IMPORTANCE DU PROBLEME DE L'ALIMENTATION ET DE LA SECURITE ALIMENTAIRE DANS LES PVD, SUR LE CARACTERE PROVISOIRE DE LA SOLUTION AIDE ALIMENTAIRE, SUR UNE MEILLEURE INSERTION DE L'AIDE DANS LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT, SUR L'INTERET D'UN DIALOGUE AVEC LES PAYS BENEFICIAIRES, SUR UNE MEILLEURE HARMONISATION DE L'AIDE ALIMENTAIRE AVEC D'AUTRES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ET ENFIN SUR L'ATTENTION A

LE PROGRAMME DE L'AIDE ALIMENTAIRE POUR 83 N' A PAS ETE DISCUTE DANS LE CONSEIL. LE REPER CONTINUE DE RECHER ( DES SOLUTIONS AUX PROBLEMES ENCORE EN SUSPENS.

### 2.3 ACIER

-----

LA COMMISSION A ADOPTE EN PREMIERE LECTURE LE PROGRAMME PREVISIONNEL ACIER POUR LE TROISIEME TRIMESTRE 1983.

ELLE CONTINUE D'APPRECIER AVEC BEAUCOUP DE PRUDENCE L'EVOLUTION DE LA SITUATION. IL EST VRAI QUE CERTAINS INDICATEURS LAISSENT ENVISAGER QU'UNE CERTAINE REPRISE SE CONFIRME MAIS DES DOUTES SUBSISTENT QUANT A SA VIGUEUR. DE PLUS L'EFFET SAISONNIER DU TROISIEME TRIMESTRE SE FERA SENTIR. C'EST POURQUOI LA PRODUCTION PREVISIBLE A ETE FIXEE A 26 MILLIONS DE TONNES LEGEREMENT ENDESSOUS DES 26,5 MILLIONS DE TONNES PREVUES POUR LE DEUXIEME TRIMESTRE, BIEN QUE CETTE DERNIERE PREDICTION DOIVE CERTAINEMENT SE REVELER INFERIEURE DE PLUS DE 1 MILLION DE TONNES A LA REALITE.

LA SITUATION DE L'EMPLOI RESTERA AUSSI MEDIOCRE.

PAR AILLEURS LA COMMISSION A ENTENDU UN EXPOSE DE M. DAVIGNON SUR LA PREPARATION DU CONSEIL ACIER DU 21 JUIN, QUI S'ANNONCE TRES DIFFICILE.

A NOTER QUE LA PRESIDENCE DU CONSEIL A DECIDE DE SOULEVER LE PROBLEME DE LA SIDERURGIE, ET NOTAMMENT LA PROLONGATION DU REGIME DES QUOTAS QUI VIENT A ECHEANCE LE 30 JUIN, LORS DU CONSEIL EUROPEEN.

### 2.4 CENTRE COMMUN DE RECHERCHE

-----

DANS LE CADRE DE SES PRECEDENTES PROPOSITIONS RELATIVES AU CCR, LA COMMISSION A APPROUVE UNE PROPOSITION AU CONSEIL VISANT A LA MISE EN PLACE D'UN CONSEIL D'ADMINISTRATION QUI COMPRENDRAIT DES SAVANTS ET DES REPRESENTANTS DES ETATS MEMBRES ET SERAIT ASSOCIE AUX PRINCIPALES DECISIONS DE GESTION DU CCR.

PAR CONTRE, LE CONSEIL DEVRAIT RENONCER A SA PRATIQUE ACTUELLE DE PROGRAMMES DE RECHERCHE EXAGEREMENT DETAILLES ET PARALYSANTS. IL SERAIT AINSI POSSIBLE D'ASSURER UNE CONDUITE SOUPLE ET EFFICACE DES ACTIVITES DE RECHERCHE DE LA COMMISSION.

### 2.5 SOCIAL : ENTREPRISES A FILIALES MULTIPLES

-----

M. RICHARD A FAIT APPROUVER LE TEXTE REVISE DE LA PROPOSITION DE DIRECTIVE SUR L'INFORMATION ET LA CONSULTATION DES TRAVAILLEURS DES ENTREPRISES A FILIALES MULTIPLES ('DIRECTIVE VREDELING'). CETTE PROPOSITION MODIFIEE TIENT TRES LARGEMENT COMPTE DE L'AVIS VOTE PAR LE PARLEMENT EUROPEEN A LA FIN DE 1982. IL Y A EU EGALEMENT UNE DERNIERE CONSULTATION DES MILIEUX PROFESSIONNELS ET SYNDICAUX INTERESSES. LE NOUVEAU TEXTE, PLUS RAMASSE ET PLUS DENSE, VISE A ASSURER UNE INFORMATION ET UNE CONSULTATION EFFECTIVES SANS AFFECTER L'EFFICACITE DE GESTION DES ENTREPRISES.

L'ACTUELLE PROPOSITION MET L'ACCENT SUR LES DROITS DES TRAVAILLEURS DES FILIALES DE SOCIETES EMPLOYANT AU MOINS 1000 TRAVAILLEURS DANS LA COMMUNAUTE.

### 2.6 FINANCEMENT DE L'INNOVATION DANS LES PME

-----

LA CONSTATATION DE DIFFICULTES PARTICULIERES DES PME, NOTAMMENT DANS LE FINANCEMENT DE L'INNOVATION (INTRODUCTION DANS L'ECONOMIE DE NOUVEAUX BIENS OU SERVICES, DE NOUVEAUX PROCESSES DE PRODUCTION OU DE NOUVELLES TECHNIQUES DE GESTION ET DE COMMERCIALISATION) ONT AMENE LA COMMISSION A PROPOSER D'APPORTER UN CONCOURS FINANCIER COMMUNAUTAIRE A LEUR DEVELOPPEMENT. ELLE DEMANDE AU CONSEIL D'ETRE HABILITEE A OFFRIR, PAR LE CANAL D'INTERMEDIAIRES FINANCIERS, UN 'PRET EUROPEEN D'INNOVATION' RESULTANT DE LA COMBINAISON DE PRETS SUR RESSOURCES D'EMPRUNTS (NIC : 100 MIO ECUS) ET DE DONS SUR RESSOURCES BUDGETAIRES (20 MIO ECUS).

### 2.7 CONSEIL 'AGRICULTURE' (13/14 JUIN)

-----

LA SESSION A ETE DOMINEE PAR LE DEBAT SUR L'AMENAGEMENT DE L'ACQUIS COMMUNAUTAIRE POUR LES FRUITS ET LEGUMES ET L'HUILE D'OLIVE SUR BASE DU RAPPORT DES TRAVAUX DES DIRECTEURS GENERAUX DE L'AGRICULTURE. LE CONSEIL A CONSTATE QUE D'IMPORTANTES PROGRES AVAIENT ETE REALISES. IL EST CONVENU DE SOUMETTRE AU CONSEIL EUROPEEN DE STUTTGART UN RAPPORT DONNANT UNE VUE D'ENSEMBLE DE

L'ETAT DES TRAVAUX PRECISANT LES PRINCIPAUX PROBLEMES ENCORE OUVERTS, PARTICULIEREMENT DANS LES VOLETS INTERIEUR (ORGANISATIONS DE PRODUCTEURS) ET EXTERNE (PRIX DE REFERENCE) DU SECTEUR FRUITS ET LEGUMES.

AGRI-MONETAIRE : LE CONSEIL A PROCÉDÉ À UNE DEVALUATION DES TAUX VERTS POUR LA BELGIQUE, LE LUXEMBOURG ET L'IRLANDE AINSI QUE POUR LA FRANCE DANS LE SECTEUR DU VIN.

ENFIN, PARMIS LES AUTRES POINTS SOULEVÉS, ON RETIENDRA LES TRANSFERTS DE BLE D'INTERVENTION POUR CERTAINES RÉGIONS DE LA COMMUNAUTÉ ET LES MESURES ADOPTÉES OU ENVISAGÉES POUR FACILITER L'ÉCOULEMENT DES PRODUITS LAITIERS À L'INTÉRIEUR DE LA COMMUNAUTÉ.

### 3. RELATIONS EXTERIEURES

---

#### 3.1 COMITES MIXTES FINLANDE

---

LES COMITES MIXTES DES ACCORDS DE LIBRE ECHANGE AVEC LA FINLANDE SE SONT REUNIS LE 10 JUIN A HELSINKI. LES DELEGATIONS ONT COMMEMORE LE DIXIEME ANNIVERSAIRE DE LA SIGNATURE DES ACCORDS. ELLES ONT ECHANGE DES INFORMATIONS CONCERNANT LA SITUATION ECONOMIQUE ET L'EVOLUTION DES ECHANGES COMMERCIAUX ET ONT EXAMINE LE FONCTIONNEMENT DES ACCORDS.

LA REUNION A ETE PRECEDEE LA VEILLE PAR UN SEMINAIRE SUR LE THEME 'LA COMMUNAUTÉ HIÉR, AUJOURD'HUI ET DEMAIN', ORGANISE PAR LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES QUESTIONS ECONOMIQUES (ETLA) AINSI QUE LA FEDERATION DES INDUSTRIES FINLANDAISES. LES ORATEURS ETAIENT MM. E. WELLENSTEIN ET P. UUSIVIRTA, LES CHEFS DES DELEGATIONS COMMUNAUTAIRE ET FINLANDAISE QUI ONT NEGOCIE LES ACCORDS DE LIBRE ECHANGE EN 1972.

#### 3.2 NOUVELLE ZELANDE

---

MR COOPER, NEW ZEALAND MINISTER OF FOREIGN AFFAIRS AND OVERSEAS TRADE COMMENCED A THREE DAY VISIT TO THE COMMISSION ON 15 JUNE.

THE PURPOSE OF HIS VISIT IS TO UNDERLINE THE IMPORTANCE FOR NEW ZEALAND OF ITS RELATIONSHIP WITH THE EC AND IN PARTICULAR THAT COUNTRY'S CONTINUING ACCESS TO THE COMMUNITY MARKET FOR BUTTER AND SHEEPMEAT. MR COOPER WAS RECEIVED BY THE PRESIDENT THORN AND ALSO MET WITH MR DALSGER AND VICE-PRESIDENTS HAFERKAMP, ORTOLI AND TUGENDHAT. ON 17 JUNE MINISTER COOPER WILL MEET WITH MR RICHARD.

THE PRESIDENT EXPRESSED THE COMMISSION'S UNDERSTANDING OF THE IMPORTANCE OF ACCESS TO THE COMMUNITY FOR NEW ZEALAND. THE COMMISSION INTENDS TO MAKE A PROPOSAL TO THE COUNCIL WHICH WILL SEEK TO ENSURE, DESPITE THE CURRENTLY DIFFICULT COMMUNITY MARKET SITUATION, A REASONABLE AND REMUNERATIVE LEVEL OF ACCESS FOR NEW ZEALAND BUTTER. IT IS PRESENTLY PREPARING A REPORT ON THE FUNCTIONING OF THE COMMON ORGANISATION OF THE MARKET IN SHEEPMEAT WHICH IT EXPECTS TO SUBMIT TO THE COUNCIL BEFORE THE 1ST OCTOBER.

#### 3.3 AMERIQUE LATINE

---

DU 13 AU 16 JUIN A EU LIEU A BRUXELLES LA 6E CONFERENCE INTER-PARLEMENTAIRE COMMUNAUTÉ EUROPEENNE-AMÉRIQUE LATINE.

A CETTE OCCASION, M. HAFERKAMP A SOULIGNE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DEJA INTENSE ENTRE L'EUROPE ET L'AMÉRIQUE LATINE, ET LA NECESSITE D'APPROFONDIR DAVANTAGE LES RELATIONS RECIPROQUES POUR FAIRE FACE AUX DEFIS RESULTANT DE LA CRISE ECONOMIQUE INTERNATIONALE (CHOMAGE, ENDETTEMENT, DANGER DE PROTECTIONNISME). CETTE VISION ETAIT PARTAGEE PAR LE PRESIDENT DU CONSEIL (M. MERTES) ET LE PRESIDENT DU PARLEMENT EUROPEEN (M. DANKERT) DANS LEURS INTERVENTIONS RESPECTIVES. L'ACTE FINAL, ADOPTE LE 16 JUIN, CONTIENT UNE SERIE DE PROPOSITIONS CONCRETES VISANT A RENFORCER LA COOPERATION ECONOMIQUE, FINANCIERE, TECHNOLOGIQUE ET CULTURELLE ENTRE L'EUROPE ET L'AMÉRIQUE LATINE.

#### 3.4 ACIER : VOLET EXTERNE

---

APRES L'ACCORD DU COREPER SUR LE PROJET D'ARRANGEMENT AVEC LE BRESIL SUR LES PRODUITS AUTRES QUE LA FONTE, POUR LEQUEL LA COMMISSION ATTEND UNE REPOSE DE LA PART DU BRESIL, L'EXERCICE 'VOLET EXTERNE ACIER POUR 1983' ARRIVE A SON TERME.

3.5 PRODUITS DE BASE : CAFE

LE COREPER A MARQUE SON ACCORD SUR LE PRINCIPE DE LA SIGNATURE DE L'ACCORD PAR LA COMMUNAUTE. LA STRUCTURE DU NOUVEL ACCORD EST DANS SES GRANDES LIGNES IDENTIQUE A CELLE DU PRECEDENT ACCORD DE 1976, SOIT BASE SUR UN MECANISME DE REGULARISATION DE L'OFFRE LIE A UNE GAMME DE PRIX ET A UN SYSTEME DE CONTROLES A L'IMPORTATION. L'ENTREE EN VIGUEUR EST PREVUE POUR LE 1ER OCTOBRE

LE COREPER REVIENDRA PLUS TARD SUR LA NOTIFICATION DE LA DECLARATION D'APPLICATION PROVISoire.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR  
NNNN

64215 EURCOM UW  
21877 COMEU B  
VIA WUI A

